

CET APPEL A ETE' ENVOYE' AUX ADRESSES ICI DESSOUS ACCOMPAGNE' PAR LES SIGNATURES RACCUILLI LE 31 maggio 2013.

All' Alto Rappresentante dell'U.E. per gli Affari esteri e la Politica di sicurezza

Catherine Margaret Ashton

Bruxelles

- Al Sig. Presidente della Commissione Affari Esteri - afet-secretariat@europarl.europa.eu
- Al Sig. Presidente della Sub Commissione Sicurezza e Difesa - sede-secretariat@europarl.europa.eu
- Al Sig. Presidente della Commissione Diritti dell'Uomo - droi-secretariat@europarl.europa.eu
- Al Sig. Presidente Commissione per lo sviluppo del Parlamento Europeo - deve-secretariat@europarl.europa.eu

- On. le Pino Arlacchi Comm.ne affari esteri pino.arlacchi@europarl.europa.eu
- On.le Pier Antonio Panzeri pierantonio.panzeri@europarl.europa.eu
- On.le Roberto Gualtieri roberto.gualtieri@europarl.europa.eu

OBJET: Appel "Pour la paix et le changement au Mali"

Confirmant ce qui a été dit dans l'introduction et dans l'Appel même ici ajouté et à la lumière des événements qui sont survenus depuis la formulation de le même jusqu'à aujourd'hui, nous croyons que nous devons réaffirmer la nécessité urgente pour l'Europe de prendre note de tous ceux qui sont les voix du peuple malien pour que la coexistence pacifique ne soit pas un vain mot et, par conséquent, faire tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir un processus de paix.

Les événements jusqu'ici nous conduisent à confirmer la nécessité d'accompagner le peuple du Mali pour accéder à leur pouvoir de décision; que l'Afrique en général et au Mali en particulier, n'ont pas besoin beaucoup de «l'argent de l'aide», mais de pouvoir accéder librement a ses propres ressources et être en mesure de choisir leur propre voie de développement économique et politique, sociale et culturelle; que le sous-développement et l'appauvrissement des services et des populations sont les éléments sur lesquels se nourrit de toute forme d'extrémisme que soit religieuse ou politique; que le Mali est un pays profondément laïque et loin de toutes les formes d'extrémisme et dans ce sens, nous espérons que le principe de laïcité que n'importe quelle confession religieuse soit le phare de toute relation de coopération avec le Pays.

Que le Mali et tout le peuple du Mali est conscient et à juste titre jaloux de leurs valeurs culturelles et constitutionnelle et qu'il n'acceptera pas une décision contraire à ces valeurs que ne vient pas ni de la société civil ni politique malienne et, à cet égard, nous rappelons que l'article. 25 de la Constitution malienne est l'expression formelle du principe de l'indépendance, de la souveraineté et de l'indivisibilité de la République du Mali et que entre autre les actes comme la prise d'armes contre l'Etat et le pays, l'attaque de la sécurité et de l'intégrité du territoire ou l'attaque armé qui a pour but de provoquer la sécession d'une partie du territoire ou de pousser les gens à des ravages, massacres et pillages sont donc des crimes aussi sanctionnés par le Code pénal de l'État souverain du Mali (voir les articles. 29, 34 et 43) et par conséquent, tous acte contraire à ces principes constitutionnels, législatives et culturel du pays finirait par compromettre dangereusement la stabilité, la sécurité et la paix dans le pays lui-même et aussi risquer d'être un

dangereux précédent non seulement en territoire malien, mais dans tout autre territoire "international à risque" et que enfin tous les processus de paix doit - comme toujours souhaitable - être accompagnée par la justice.

Le peuple du Mali profondément démocratique et ébranlé par les événements des 18 derniers mois est bien conscient de la nécessité d'être en mesure d'exprimer leur représentation par des élections, mais est également aussi conscient que ce-ci doivent avoir lieu dans un maximum de sécurité et en absence de tensions de toutes sortes et dans tous les territoire national, afin d'éviter le risque d'événements malheureusement déjà vu dans d'autres parties de l'Afrique. L'effort est donc une priorité urgente - comme également confirmé par MM. Ministres des Affaires étrangères de cette communauté plus récemment - s'assurer que les conditions pour tenir ces élections crédibles soient bientôt atteint en respectant la souveraineté nationale du pays.

Nous joignons l'appel que - excuses pour cela - il est très détaillé et long, mais il nous a paru nécessaire pour faire entendre toute la complexité de la situation et les voix du peuple du Mali. Nous joignons également les listes de signatures recueillies à ce jour dans l'espoir que notre action puisse être entendue et de contribuer utilement même si, comme un petit point dans la construction du puzzle qui est le rêve de la paix et du développement en Afrique, mais aussi enfin pour le monde entier.

Associazione "Solidarité Nord-Sud" ONLUS

APPEL POUR LA PAIX ET LE CHANGEMENT AU MALI

L'Association Solidarité Nord-Sud/ONLUS s'est engagée à soutenir la paix et le changement au Mali dans le cadre de ses objectifs statutaires;

L'association, en fait, poursuit les objectifs suivants:

- a) Promouvoir les cultures autochtones, la valorisation de la diversité culturelle, tout en respectant l'environnement et la promotion du développement économique et social et l'auto-détermination des peuples;
- b) Soutenir les collectivités à réaliser leur développement conformément à leurs traditions, leurs connaissances et leurs besoins réels; proposant, entre autres choses, et soutenant les initiatives visant à la compréhension mutuelle et le maintien de la paix et du développement des arts et techniques autochtones

L'Association soutient en particulier à cette époque le peuple du Mali dans le processus de la résolution de la crise actuelle dans ce pays ami qui aime d'autant plus pour sa grande histoire et sa culture.

Dans ce contexte, elle a cherché à promouvoir et informer l'opinion publique italienne sur les événements qui se produisaient dans le pays aussi et surtout à travers les paroles et les écrits d'intellectuels et de membres de la société civile et politiques maliens publiant de nombreux documents sur son site Web et en les rendant à la disposition de la presse et les utilisateurs; après elle a travaillé à un texte (livre) qui a répandue et continue de diffuser et encore en organisant des événements toujours avec l'objectif de donner information et produire sensibilisation sur la nécessité et l'urgence du retour de la paix et du changement (exposition, conférences, vidéo, concert, etc);

Convaincue que - pour paraphraser le grande Stéphane Hessel - pour être en mesure de changer le monde "marquée par une exploitation mondiale dans une société mondiale socialement juste et durable" il faut que chacun de nous est déterminé à changer leur vie et de devenir un citoyen d'une authentique société mondiale;

Convaincue que si nous ne voulons pas que la paix, le désarmement universel, la souveraineté et l'indépendance des Etats et des peuples, la lutte contre l'imperialisme ou le domaine d'un Etat sur un peuple, d'autre part, l'abolition des armes de destruction massive et la fin de toutes les formes de discrimination ne sont pas seulement des mots, nous devons non seulement s'indigner, mais agir aussi;

Convaincue que la paix dans le monde est sans cesse menacé des guerres d'agression pour le contrôle et / ou l'exploitation des matières premières et la distribution de ces ressources;

Convaincue, par conséquent, que la «cause» des guerres primaires et de la faim, les conflits dits ethniques ou religieux et le risque d'un élargissement du conflit mondial réside dans la relation totalement inégal entre le Nord et le Sud, entre cette partie du monde qui continue de considérer l'autre seulement comme une source de leur propre développement et l'objet de leur intérêt plutôt que sujet auto-déterminé;

Convaincue que, en particulier, le continent Afrique Mere de l'humanité et de la civilisation qui a exprimé des millénaires cultures et des civilisations qui ont été complètement effacées intentionnellement de l'histoire, le continent africain riche de la plupart des matières premières nécessaires à la mise au point de l'humanité paie depuis quelques siècles cette course à l'accumulation de richesses matérielles;

Considérant que le continent africain, principale source de toute l'humanité, riche non seulement des matières premières mais aussi de ressources humaines, matérielles, culturelles et spirituelles, est traversé par des continues et sans fin situations de guerre et des conflits souvent resultat et pas la cause de graves déséquilibres au niveau économique, sociale et culturel derivant du raport "disequal" entre le Nord et le Sud du monde, relation qui a exprimé et continue à s'exprimer à travers des formes d'intervention dans la gestion des pays du Sud meme si apparemment pacifique, mais contraire à tout principe de la souveraineté nationale, l'une des valeurs fondamentales de la communauté internationale elle-même;

Considérant, en outre, que l'intervention militaire extérieure n'a pas d'autre résultat si ce n'est pas d'aggraver et de prolonger la violence et la souffrance dont ils paient le plus lourd tribut les femmes;

Convaincue que la protection des droits de l'homme c'est réelle seulement à travers la reconnaissance à tous les hommes, femmes, communautés et États souverains - a tous avec égales chances et droits - du droit à l'autodétermination et à la réalisation et à la reconnaissance et le respect des droits fondamentaux à la vie, comme les besoins économique et culturel et donc par un rapport équitable des relations internationales et certainement pas

par la guerre, toute guerre, que au contraire - nous le répétons - ne peut qu'aggraver la situation économique et sociale des populations touchées;

Convaincue que le cas du Mali est un évident exemple de ce scénario, que le Mali est un exemple d'indépendance "amputée" que de nombreux pays africains ont souffert ou "il est impossible de changer le modèle économique sans être pénalisés" (Aminata Traoré) et est exprimé et s'exprime donc à ne pas être en mesure de l'autodétermination et à une véritable démocratie participative dans le choix du pays qui connaît aujourd'hui l'éclat des effets de ce "malade" lien avec le nord du monde qui a bloqué toute action favorable à l'émancipation et le développement du pays, qui seule peut conduire à la paix, la stabilité, la justice et la sécurité;

Convaincue que la démocratie est un système dans lequel les citoyens, en tant que peuple souverain, a le pouvoir sur le "chose publique" et le "pour la chose publique";

Consciente que le "Pays de la sanankuya", de la paix et de la coexistence a en elle depuis des siècles les plusieurs cultures qui ont fait grand cet pays dans l'histoire passée et récente, la taille est également reconnue par une organisation telle que l'UNESCO en faveur de la Constitution du 1235 proclamée première Déclaration des Droits de l'Homme;

Consciente du fait que dans le pays il n'existe ni problème ethnique, ni un problème religieux, comme le confirment les nombreuses déclarations, plaintes et dissociation de tout mouvement terroriste et / ou armé et de toute réclamation d'indépendance ou d'autonomie par rapport à ce qu'ils considèrent et respectent comme leur Patrie qui est venu de la Communauté Touareg, Arabes et des Maliens en général (y compris la pétition que nous nous sommes engagés à promouvoir);

Considérant, au contraire, que la plupart de la presse, et des organismes "social" et de certaines membres de la Communauté européenne dont nous sommes aussi partie, ont "mal compris" et "détourné" la crise que connaît le pays et ont fini quelque fois pour soutenir la thèse et les groupes qui - cependant - certains membres sont poursuivis au niveau national et international (CPI) pour des exactions graves des droits de l'homme et ne représentent pas ni une et encore moins les communauté du Mali, mais plutôt avec leur actions ont démontré exactement l'inverse de ceux droits de l'homme et des principes de paix, de fraternité et de justice, qui représente la Communauté européenne;

Étant donné que le Mali a été illégalement attaqué et occupé dans les trois régions du Nord, agression que ensuite a continué avec des actes qui ont frappé le populations résidente set considérés comme des violations graves des droits de l'homme et aussi le cœur de l'ancienne culture de ces régions qui ont vues touchés dans le grand patrimoine mondial qui appartiennent donc à nous tous et a chacun d'entre nous appartient le devoir de le défendre;

Considérez aussi la responsabilité de la communauté internationale, tant dans ses facteurs endogènes que exogènes dans l'éclat d'une nouvelle crise dans un pays africain;

Considérant que le peuple du Mali exige le respect pour l'intégrité territoriale du pays et le rétablissement des institutions constitutionnelles du Mali, tel que déterminé par le peuple du Mali;

Consciente avec le peuple du Mali qui seulement en travaillant pour la paix entre toutes les communautés du Mali à travers le dialogue entre tous ceux qui reconnaissent la nation malienne on peut préserver la coexistence pacifique et démocratique entre les communautés

elles-mêmes, comme expression donc du libre choix de la part de la société civile , politique et militaire du Mali;

Exprimons notre soutien et notre solidarité

A fin que la paix et la coexistence pacifique entre tous les peuples ne sont pas que des mots vides et nous nous engageons à chacun de nos gestes et action soit placée dans cette direction;

Nous nous sommes engagés à demander à la communauté internationale de soutenir tous les efforts possibles afin que on puisse avancer vers la paix, la cohésion sociale, le développement économique et sociale en opposant à l'économie de la guerre, l'économie de la vie, l'égalité d'opportunité d'accès au processus de prise de décision et au développement de l'ensemble du pays;

Que cet effort soit fait en conformité avec les règles et les systèmes de règlement des conflit que le Mali a embrassé depuis sa première constitution et dans sa culture, et donc pour soutenir une solution qui permet à la société malienne dans son ensemble de définir les bases d' une solution mutuellement convenue, constructif et pacifique au conflit avec la participation active de tous les composants du pays;

Nous condamnons tous les actes graves contre les droits de l'homme et du droit International commis contre la vie du peuple malien dans les régions du nord du Mali, condamnons tous les actes de violence et de violations graves du droit international commises contre les membres des forces armées maliennes (Agueloch. ...) et condamnons tous les actes similaires que ont été commis par quelconque partie et demandons

Que les organes de la justice nationale, régionale et internationale puissent porter à la réalisation de la vérité et de la justice, des valeurs que pour nous sont préalable a la reconciliation et le maintien de la paix;

Que la communauté internationale et l'Europe du Nobel de la Paix soutiennent l'effort de créer un climat de paix, d'unité et de l'intégrité territoriale tendue, donc, au retour de l'Administration et des fonctionnaires de l'Etat sur TOUT le territoire du Mali et au préliminaires désarmement des groupes qui pourraient vouloir participer à la paix et l'unité du pays pour un développement harmonieux et équitable du pays lui-même, sur la base des importantes ressources sociales, morales, civiles et matériaux que le pays possède. Nous souhaitons que - entre autres - sont mis en place toutes les actions pour que les réfugiés pourraient bientôt rentrer chez eux et participer à l'effort de reconstruction du pays uni et pacifique;

Rappelant à cet égard la fonctions du UNCHR, une organisation qui a été mandatée par l'ONU pour la protection des réfugiés qui se réalise dans l'assistance et dans la solution à leurs problèmes en assurant la sécurité et également la responsabilité de la coordination avec d'autres organisations, y compris les activités des ONG (fourniture de biens, de leur distribution et projets de développement) et à trouver des solutions durables parmi lesquels la première c'est la mise en œuvre des conditions propices au retour volontaire des réfugiés. En ce sens, l'organe de l'ONU met l'accent dans ses documents opérationnels sur l'écart entre les secours d'urgence et l'aide au développement à long terme qui doivent être menées par d'autres organisations et dans d'autres situations;

Que la communauté internationale appuie le changement ou l'élimination de ces politiques, qui produisant la dette, pauvreté et chômage, deviennent alors une source de corruption, fausse démocratie, insécurité, instabilité et violence;

Que donc, les mots du président du Parlement européen ne soient pas un vœu pieux "Comme une démocratie fondée sur des valeurs, nous ne devons jamais oublier que le commerce n'est pas une fin en soi. Notre objectif doit toujours être d'améliorer la vie des gens avec qui nous faisons du commerce " et est toujours le président, "Ca de que ont un besoin urgent ces jeunes démocraties sont en fait des emplois et de croissance économique. Sans la paix sociale, il n'y a pas des démocraties stables. Nous l' avons appris de notre propre histoire. Par conséquent, il est également important de veiller à ce que ces accords commerciaux ne comportent pas de conséquences sociales négatives. "

Que la Communauté européenne et international soutient aussi le changement culturel dans l'approche culturel vers les pays africains et le monde "autre" en général, changement à notre avis nécessaire à la réalisation d'un monde de paix et de coexistence entre les peuples, et également réalisable en introduisant dans notre histoire, la grande histoire et la culture africaine totalement absent dans notre écoles, à l'université et dans les "médias" malgré que la même est la racine de l'humanité et aussi de notre civilisation, que ces actions soient accompagnées par des événements de reconnaissance du lourd tribut en termes de vies humaines et pas seulement que le continent africain a dû payer et continue souvent de payer, de sorte que cet holocauste aussi n'est pas effacé de la mémoire mais reste comme une leçon pour les générations futures dans une Europe de la paix et des droits de l'homme;

Par conséquent déclarons toute la solidarité et l'engagement et le soutien au peuple du Mali pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus.

Pour un monde fondé sur la justice, l'égalité des droits et des chances, la solidarité, tous valeurs typiques de la communauté internationale tout entière.

Association Solidarité Nord-Sud - ONLU

Le Mali et les amis du Mali à l'adhésion